

Conférence de presse de Genève Place Financière

16 octobre 2013

Hôtel Mandarin Oriental, Genève

Revue de presse

Etat au 4 novembre 2013



Programme de la Conférence de presse annuelle

Mercredi 16 octobre 2013

de 10h00 à 12h00

Mandarin Oriental Geneva

Bernard DROUX, Président de Genève Place Financière, Associé-gérant de Lombard Odier & Cie

- *Introduction*
- *Résultats de l'enquête conjoncturelle 2013-2014 auprès des banques et des gérants indépendants de la place de Genève*

Nicolas PICTET, Vice-Président du Conseil de Genève Place Financière, Associé-gérant de Pictet & Cie

- *Tour d'horizon sur la Place financière*

Stéphane GRABER, Secrétaire général de la Geneva Trading and Shipping Association (GTSA)

- *Interactions entre le négoce de matières premières et la Place financière genevoise*

Questions / réponses

Steve BERNARD, Directeur de Genève Place Financière

- *Modération*

Table des matières

Agences de presse

ATS	16 octobre	De bons chiffres qui cachent une réalité moins rose
ATS	16 octobre	Ginevra : banche, settore va bene, ma ci vuole accesso a mercato UE
AWP	16 octobre	Banques genevoises : résultats "plutôt bons" dans un cadre "moins rose"
AWP	16 octobre	Finanzplatz Genf : Gute Zahlen verdecken wenig rosige Realität
Bloomberg	16 octobre	Geneva's biggest banks expect increased 2013 net income
Reuters	16 octobre	Geneva banks enjoy rebound, but problems loom - survey

Presse quotidienne

Le Temps	17 octobre	La Place genevoise achève sa révolution culturelle
L'Agefi	17 octobre	L'accès au marché est négociable
L'Agefi	17 octobre	Nicolas Pictet nouveau Président
Tribune de Genève	17 octobre	Genève Place Financière s'inquiète pour l'avenir
Tribune de Genève	17 octobre	Attaques contre Berne
24 heures	17 octobre	La Place financière s'inquiète pour son avenir
Neue Zürcher Zeitung	17 octobre	Der Bankenplatz Genf trotz dem Gegenwind
Neues Bülacher Tagblatt	17 octobre	Gute Zahlen, getrüübte Aussichten
Corriere del Ticino	17 octobre	Ginevra Branche in chiaroscuro

Périodiques

Le Matin Dimanche	20 octobre	Excédées, les banques brandissent l'arme de la délocalisation massive
GHI	24 octobre	Qui a vécu par la France, périra par la France
Entreprise romande	25 octobre	Les banquiers genevois demandent moins de contraintes
Bilan	30 octobre	Nicolas Pictet croit en la compétitivité de Genève

Médias audiovisuels

RTS un	16 octobre	Journal de 12:45 Bilan des banques genevoises: le point avec B. Droux
RTS un	16 octobre	Couleurs locales – Résultats en demi-teinte
SRF 1	16 octobre	Tagesschau
Léman Bleu	16 octobre	Le grand direct - Interview de S. Bernard
La Télé	16 octobre	L'actu en direct – Les banquiers suisses sont inquiets pour l'avenir
La Télé	16 octobre	L'actu en direct – Le rôle du négoce sur la Place financière
La 1ère	16 octobre	Forum – Interview de B. Droux
One FM	16 octobre	Marché en demi-teinte pour Genève Place Financière
La 1ère	17 octobre	Le journal du matin

Internet

Banque-Finance.ch	16 octobre	Quand GPF pondère les bons résultats des banques
Banque-Finance.ch	16 octobre	B. Droux et les résultats de l'enquête de conjoncture de GPF
Banque-Finance.ch	16 octobre	N. Pictet l'UE, l'échange automatique et le secret bancaire
Business-leader.ch	18 octobre	N. Pictet nommé Président de la FGPF

De bons chiffres qui cachent une réalité moins rose

Les résultats des banques de gestion sont plutôt bons, mais ces chiffres masquent une réalité bien moins rose, averti mercredi le vice-président de Genève Place Financière Nicolas Pictet. Il a insisté sur l'accès au marché de l'Union européenne (UE).

"Les fonds sous gestion ou administration sont en hausse et les bénéfices également", a déclaré l'associé-gérant de Pictet & Cie qui dès le 1er janvier succédera à Bernard Droux à la tête de Genève Place Financière. Selon l'enquête conjoncturelle annuelle de la Fondation, les perspectives de la branche pour 2014 à Genève sont dans la continuité de 2013.

Les établissements interrogés sont en majorité confiants et prévoient une année correcte à bonne malgré des marges sous pression et des coûts en hausse en raison des multiples réglementations nouvelles, avec le maintien des emplois.

Problèmes à venir

Mais, a affirmé Nicolas Pictet, "les bons résultats dissimulent des problèmes très importants à venir". Il a mentionné "les amendes probablement considérables que les banques suisses devront payer au gouvernement américain", "l'accès au marché européen qui devient problématique depuis la Suisse" et "la question du règlement du passé qui reste non résolu avec certains pays".

Le vice-président de Genève Place Financière a fait remarquer que l'afflux net de fonds s'est produit surtout à l'étranger dans les filiales des banques suisses et que la croissance générale des actifs est due pour une part importante à la hausse des marchés et à l'évolution des taux de change. L'enquête sur la place financière genevoise montre par ailleurs que les petits établissements ont de plus en plus de mal à s'adapter et sont plus pessimistes.

Accès à l'UE primordial

"L'accès au marché de l'Union européenne est primordial pour la place financière suisse", a déclaré Nicolas Pictet, en constatant que "cet accès est fortement menacé, compte tenu de la tendance protectionniste qui sévit dans l'UE suite à la crise de la dette". "Il est impératif que la Suisse trouve un accord avec ses voisins", a insisté le vice-président de Genève place financière.

Il en va de milliers d'emplois en Suisse, 7000 selon une étude de l'Association suisse des banquiers, 15'000 emplois directs et indirects, dont environ un tiers sur Genève, a prévenu Nicolas Pictet.

"Faute d'une solution les banques n'auront guère de choix: elles devront s'exporter", a affirmé le vice-président de Genève Place financière. Selon l'enquête de la Fondation, les établissements financiers interrogés affirment que s'ils devaient transférer des activités hors de Genève, le 70% choisiraient de le faire à Londres et Luxembourg, et pour le reste surtout à Hong Kong et Singapour.

Nicolas Pictet a fait valoir que pour l'élaboration d'un nouveau standard international, "nous serons plus forts si nous nous entendons avec l'Union européenne d'abord".

"C'est une raison de plus pour ouvrir des discussions avec l'UE", a-t-il affirmé. "Nous devons ouvrir la porte à l'échange automatique avec l'UE en contrepartie de l'accès aux marchés et du règlement du passé", a conclu le banquier, en insistant sur "la nécessité d'options claires" de la part des autorités.

Les fonds continuent d'arriver

Bernard Droux a affirmé que la place financière genevoise peut continuer à croître dans la gestion de fortune, en raison des compétences de ses banques. L'enquête montre que des fonds continuent d'arriver de l'étranger (de 70% à 80% du total des apports selon la taille des banques), en raison de la qualité des prestations offertes et aussi de l'aspect sécurité.

Dans l'ensemble, l'enquête portant sur 6522 entreprises (123 banques, 874 gestionnaires indépendants, 3186 intermédiaires, 1239 comptables et fiduciaires, 478 études d'avocats et de notaires et 625 assurances) montre que le secteur financier genevois est stable. Il emploie au total 35'000 personnes, dont 19'110 sont actives dans les banques.

Le chômage dans la branche est plutôt à la baisse, avec 1146 chômeurs à Genève et 836 dans le canton de Vaud en septembre, contre 1238 et 984 respectivement au début de l'année. La catégorie des gestionnaires indépendants est la plus touchée, avec des résultats en baisse pour plus de la moitié d'entre eux ainsi qu'une évolution négative des apports nets de fonds. "Confrontés à la hausse des coûts, ces gestionnaires vont devoir s'adapter", a affirmé Bernard Droux.

REPRIS PAR :

LE TEMPS.CH

**Tribune
de Genève**

RTS

Bilan

LE MATIN.ch

(24)heures

LA LIBERTÉ

L'Impartial

L'EXPRESS

Le Nouvelliste

La Côte

**Le Quotidien
JURASSIEN**

**LE JOURNAL
DU JURA**

**ROMANDE
NEWS**

swissinfo.ch

RFJ

RJB

RTN

swisscom

Ginevra: banche, settore va bene, ma ci vuole accesso a mercato Ue

Gli affari nella gestione patrimoniale per le banche attive sulla piazza ginevrina proseguono in maniera soddisfacente. Lo ha affermato oggi il vice presidente di Genève Place Financière Nicolas Pictet, che da gennaio prenderà la testa dell'associazione al posto di Bernard Droux. Il banchiere ha tuttavia reso attenti su un problema serio: l'accesso al mercato finanziario europeo che rischia di diventare sempre più difficile a causa dei provvedimenti restrittivi in studio in seno all'Ue.

"I patrimoni amministrati sono in crescita come anche gli utili", ha spiegato Nicolas Pictet di Pictet & Cie, precisando che le prospettive per il 2014 sono in linea con quelle del 2013. Stando al sondaggio annuale tra gli attivi nel settore, ha aggiunto il banchiere, "gli istituti si dicono fiduciosi nonostante i margini sotto pressione e i costi supplementari derivanti dalle nuove regolamentazioni". Più pessimiste invece le piccole banche, mentre quelle con oltre 200 dipendenti sono più ottimiste.

Nonostante la situazione soddisfacente, non mancano i grattacapi, anche seri. Uno su tutti, ha detto Pictet, "l'accesso al mercato europeo, cui si aggiungono le multe, probabilmente salate, che alcune banche dovranno pagare nell'ambito delle vertenze fiscali con gli Stati Uniti". A questi due aspetti se ne aggiunge un terzo legato alla soluzione con alcuni Paesi delle questioni fiscali legate ad averi "in nero" depositati in passato.

Circa l'Ue, per Pictet l'accesso facilitato a questo mercato è di importanza primordiale. Tuttavia, da tempo spira in Europa un vento protezionista causato dalla crisi finanziaria. Per questo è importante che Berna trovi un'intesa con Bruxelles in merito soprattutto alla regolamentazione MiFID II.

Ieri, durante un incontro a Lussemburgo col commissario europeo al mercato interno Michel Barnier, la consigliera federale Eveline Widmer-Schlumpf ha fatto pressione affinché la nuova regolamentazione dei mercati europei non porti alla chiusura nei confronti di fornitori di servizi finanziari di Paesi terzi, inclusa la Svizzera. In particolare, si tratta di capire se con la nuova regolamentazione gli istituti elvetici potranno eseguire solamente consulenza ai clienti o potranno continuare a gestire patrimoni.

Se i servizi dovranno essere spostati in massa in filiali estere, così la ministra delle finanze, si teme un movimento notevole di capitali e posti di lavoro verso l'Ue, a danno della Svizzera. Bruxelles ha già messo in chiaro che si oppone alle cosiddette "filiali casella postale", ovvero fittizie.

Per Pictet, se non si dovesse trovare una soluzione su questo aspetto, le banche elvetiche non avranno scelta: dovranno andarsene. Dai risultati del sondaggio eseguito tra operatori del ramo finanziario di Ginevra risulta che il 70% degli istituti sceglierebbe Londra o il Lussemburgo quale luogo dove trasferire le proprie attività, gli altri Singapore o Hong Kong.

Vista la situazione, Nicolas Pictet auspica un passo verso Bruxelles: la Svizzera potrebbe offrire lo scambio automatico d'informazioni e una soluzione per il passato, ottenendo quale contropartita l'accesso al mercato finanziario continentale.

Il sondaggio, - condotto su 6522 società (123 banche, 874 gestori indipendenti, 3186 intermediari, 1239 contabili e fiduciari, 478 studi d'avvocatura e notariato e 625 assicurazioni - mostra che il settore finanziario di Ginevra è stabile. Gli impiegati sono 35'000, di cui 19'110 attivi nelle banche. La disoccupazione nel settore è in calo. La situazione per i gestori indipendenti è più difficile, soprattutto a causa dei costi in salita.

REPRIS PAR :



CH/Banques genevoises: résultats "plutôt bons" dans un cadre "moins rose"

(synthèse)

Genève (awp) - Les résultats des banques genevoises sont "plutôt bons", mais "ils masquent une réalité moins rose", a affirmé mercredi Nicolas Pictet, vice-président de Genève place financière. Pour 2013, les grands établissements tablent sur une croissance, tandis que pour les petites banques les résultats risquent d'être plus nuancés.

L'accès au marché européen, menacé par le "protectionnisme" de l'Union européenne, reste "primordial" pour les banques qui sont prêtes à accepter le principe de l'échange automatique d'informations en contrepartie de cet accès, a indiqué M. Pictet lors d'une conférence de presse à Genève.

La croissance des banques s'est révélée différenciée, selon l'enquête de la fondation regroupant 80 établissements genevois. Les plus grandes banques ont tiré leur épingle du jeu et réalisé la croissance la plus élevée.

Près de la moitié des banques (40%) employant plus de 200 collaborateurs ont vu la croissance de leur chiffre d'affaires s'établir entre 3% et 7% au premier semestre 2013. Le quart des banques comprenant entre 1 et 59 collaborateurs ont accru de 3% à 7% leur bénéfice net.

Les établissements de taille moyenne (entre 50 et 199 emplois) ont par contre souffert: près d'un tiers d'entre eux (28%) ont vu leur bénéfice net reculer de 15% au premier semestre. Même situation délicate du côté des gérants de fortune.

Pour l'ensemble de 2013, la majorité des grands établissements table sur une croissance entre 3 et 7%, tandis que près de la moitié des petits établissements mise sur une fourchette allant d'un recul (-2%) à une croissance modérée de 2%.

"Le rythme de la croissance diminue en fonction de la taille des banques, notamment en raison de la hausse

des coûts, par exemple liée à la mise en conformité", a indiqué Bernard Droux, président de Genève Place financière.

IMPORTANCE DES FILIALES

La croissance concerne "surtout les établissements d'une certaine taille et ce sont eux qui disposent de filiales à l'étranger", a commenté Nicolas Pictet. "L'afflux net de fonds s'est produit surtout à l'étranger dans les filiales suisses", a-t-il indiqué. Les avoirs en provenance de l'Union européenne représentent "une masse prépondérante, qu'ils soient gérés ici ou ailleurs", a-t-il souligné, citant une estimation de la BNS, selon laquelle 40% de la masse des avoirs provient de l'UE.

L'accès au marché européen est cependant menacé par "la tendance protectionniste qui sévit dans l'Union européenne", selon l'associé-gérant de la banque privée Pictet&Cie. Les banques sont très attentives à la directive sur les services d'investissement, baptisée "MiFid 2", en cours d'élaboration par Bruxelles.

MiFid 2 représente une difficulté supplémentaire selon M. Pictet, alors que les banques visent un accès facilité au marché des services de leur voisin européen. D'après le texte, chaque banque voulant traiter des gestions transfrontalières devra ainsi ouvrir une filiale.

Cette directive contraint les banques à "des investissements importants", a-t-il expliqué à AWP. Il faudra constituer des fonds propres, prévoir des nouveaux collaborateurs. Cela constitue un problème pour les petites banques, qui n'ont pas forcément les moyens pour s'implanter à l'étranger.

Certaines activités pourraient ainsi être délocalisées. "Faute d'une solution, les banques devront s'exporter", a-t-il averti. Sans accord, quelque 7000 emplois sont menacés selon une étude de l'Association suisse des banquiers (ASB). De ce total, "30 à 40% correspond à la place financière genevoise", a indiqué Nicolas Pictet.

PRIORITÉ AUX RELATIONS AVEC L'UE

Pour avoir accès au marché européen, "les banques ont fait unanimement la concession d'accepter le principe de l'échange automatique d'informations", à condition que ce standard s'applique à tous, a-t-il rappelé.

La Suisse devrait négocier "en priorité" avec Bruxelles "avant de négocier les standards internationaux avec l'OCDE", a insisté M. Pictet.

"Genève peut continuer à croître dans la gestion de fortune, mais les marges ne sont plus les mêmes qu'il y a dix ou quinze ans", a estimé M. Droux. L'avenir se situe dans les produits de niche, à l'image de la "gestion patrimoniale globale", a-t-il indiqué. Parmi les pistes à explorer figurent également le "private equity ou les fonds de pension", a précisé M. Pictet.

Un autre problème est constitué par le programme américain, qui entraînera des "amendes probablement considérables" pour les banques, selon Nicolas Pictet, ajoutant que "les frais d'audit seront importants".

"Certains acteurs n'ont pas la taille" pour affronter ces coûts et "un certain nombre de banques (environ 25% selon les estimations) ne réalisent pas assez de rentabilité pour couvrir les risques", a averti M. Droux.

Genève Place financière comptera dès janvier 2014 de nouveaux responsables: Edouard Cuendet prendra le poste de directeur. Nicolas Pictet en assurera la présidence, succédant à Bernard Droux.

dg/al/rp

REPRIS PAR :



CH/Finanzplatz Genf: Gute Zahlen verdecken wenig rosige Realität (AF)

(Meldung ausgebaut)

Bern (awp/sda) - Die Genfer Banken verzeichnen recht gute Zahlen. Das verdecke aber eine wenig rosige Realität, warnte Nicolas Pictet, der Vizepräsident des Finanzplatzes Genf, am Mittwoch vor den Medien. Gefährdet ist der Zugang zum Bankenmarkt in der EU.

Die verwalteten Vermögen und die Gewinne wachsen, sagte der geschäftsführende Partner der Privatbank Pictet & Cie weiter. Pictet tritt am 1. Januar die Nachfolge von Bernard Droux an der Spitze des Genfer Bankenzusammenschlusses an.

Gemäss der jährlichen Konjunkturumfrage von Finanzplatz Genf sind die Aussichten der Branche für 2014 stabil. Trotz Margendruck und steigender Kosten wegen der Reglementierung gehen die befragten Institute von einem ansprechenden Jahr aus und wollen den Personalbestand halten.

Laut Pictet verdecken die guten Resultate und Aussichten indessen gravierende Probleme, die auf die Branche zukommen. Dabei erwähnte er die möglicherweise hohen Bussen im Steuerstreit mit den USA und den problematischen Zugang zum europäischen Markt sowie die Regelung für in der Vergangenheit entgegengenommene Schwarzgelder mit verschiedenen Ländern.

MARKTZUGANG BEDROHT

Der Zugang zum europäischen Markt sei bedroht durch die "protektionistische Tendenz, die in der EU grassiert", sagte Pictet. Die Banken achteten vor allem auf die MiFidII-Richtlinien, die derzeit in Brüssel ausgearbeitet würden. Diese würde Institute im grenzüberschreitenden Vermögensverwaltungsgeschäft verpflichten, über eine Filiale im Ausland zu verfügen.

Pictet forderte, dass die Schweiz die Verhandlungen mit Brüssel "prioritär" und vor den Verhandlungen mit der OECD über die internationalen Standards führen soll.

Ohne eine Einigung seien gemäss der Schweizerischen Bankiervereinigung rund 7000 Stellen bedroht, was "30 bis 40 Prozent des Genfer Finanzplatzes entsprechen" würde, wie der Bankier betonte.

Gemäss der am Mittwoch vorgestellten Untersuchung von Finanzplatz Genf entwickeln sich die Genfer Banken unterschiedlich. Am besten aus der Affäre ziehen können sich danach derzeit die grösseren Banken mit mehr als 200 Mitarbeitenden.

Dagegen stehen die mittelgrossen Banken (50 bis 199 Angestellte) am stärksten unter Druck. Bei einem Drittel von ihnen sei der Reingewinn im ersten Semester 2013 deutlich zurückgegangen. Auch die Vermögensverwalter spürten die angespannte Lage.

REPRIS PAR :

**FINANZ und
WIRTSCHAFT**

finanzen.ch

**Walliser
☆☆ Bote**

BILANZ

FN FinanzNachrichten.de
Alle News zu Aktien, Börse und Wirtschaft

cash



Kantonalbank

moneycab

 **swisscom**

Geneva's Biggest Banks Expect Increased 2013 Net Income

By Giles Broom - Oct 16, 2013 12:00 PM GMT+0200



1 COMMENT

QUEUE



Geneva's largest banks expect profit to rise in 2013 after clients added net new money in the first half, a survey by the city's financial lobby group showed.

Full-year net income will advance by as much as 14 percent, according to seven out of 10 of banks with at least 200 employees, [Geneve Place Financiere](#) said today in a report. Those 10 banks reported net new money was positive or little changed in the six months through June.

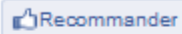
Smaller wealth managers are less optimistic according to Geneve Place Financiere, which surveyed 155 firms including [Pictet & Cie.](#) and Lombard Odier & Cie. More than 50 percent of both medium-sized banks and independent asset managers described 2013 as "difficult" or "very difficult."

The results "are mainly good," Nicolas Pictet, vice-president of Geneve Place Financiere and a managing partner at his family's bank, told reporters today. "These figures mask a much less rosy reality for Geneva," as most inflows came from overseas subsidiaries, he said.

Almost half of independent asset managers forecast a loss this year and 54 percent said clients made net withdrawals in the first six months, according to the survey.

While larger banks expect headcount to increase such as through acquisitions, the number of employees in the local finance industry fell 5.3 percent to 19,110 in the year through September, according to Geneve Place Financiere. The number of banks in Geneva dropped to 123 from 133 a year earlier.

Geneva banks enjoy rebound, but problems loom -survey



Inscription pour voir ce que vos amis recommandent.

By Tom Miles

GENEVA | Wed Oct 16, 2013 12:40pm EDT

Oct 16 (Reuters) - Geneva's big **banks** are enjoying a much better year than they did in 2012 but the general improvement hides continued problems and some banks are expecting a worse 2014, an annual survey said on Wednesday.

The survey by the Geneva Financial Centre, the city's banking association, showed six out of 10 **banks** with more than 200 employees said 2013 was shaping up to be a "good" year, with only one calling it "difficult" and three opting for "stable".

All 10 saw assets under management unchanged or rising in the first half of 2013. One said assets under management had increased by 8-14 percent and another saw an increase of 15 percent or more.

The annual survey gauges the fortunes of one of the world's biggest but most discreet private banking centres, and does not say which of the city's banks took part in the survey.

Nicolas Pictet, vice president of the banking association and managing partner of private bank Pictet & Cie, said the results were generally good, but he sounded a note of caution.

"Without being overly pessimistic, I would like to say that the figures mask a reality which is much less rosy for the Swiss financial space," Pictet said, citing three reasons.

He said Swiss banks were mainly attracting new funds in their foreign subsidiaries, and much of the rise in assets was due to a general market recovery.

"These good results, above all, disguise some big problems that are coming up: probable large fines that the Swiss banks will have to pay to the U.S. government; access to the European market, which is becoming problematic from Switzerland; and finally the question of historical problems that have yet to be settled with some countries and may contain new threats."

Switzerland has been struggling to clean up its reputation as a haven for tax evasion and to find a way of preserving its traditional banking secrecy while reassuring foreign governments that its banks' clients are paying the taxes they should.

The survey showed that Geneva's banks did not expect their own fortunes to improve smoothly.

Two of the 10 said they expected their **earnings** to fall in 2014, with one expecting a fall of 8-14 percent.

The 2014 outlook was similar for smaller banks - those with between 50 and 199 employees. But one of the seven such banks surveyed said it foresaw **earnings** growing by more than 15 percent in 2014.

The survey also covered 117 small independent money managers, and half said they had seen a net outflow of assets under management, similar to the first half of 2012.

The lakeside city is home to 123 banks, 10 fewer than a year ago, with 19,110 employees, a number that has shrunk by about 1,000, data from Geneva Financial Centre showed.

Geneva's banks include private banks famed for their discretion, including Pictet and Lombard, Odier & Cie, as well as branches of giants Credit Suisse and UBS, and the regional bank Banque Cantonale de Geneve.

The 874 independent asset management companies employ a further 2,665, a slightly higher number than a year ago. (Reporting by Tom Miles; editing by David Evans)

REPRIS PAR :



La place genevoise achève sa révolution culturelle

Pierre-Alexandre Sallier

> Gestion de fortune

Les banques se plient à l'échange automatique de données sur leurs clients avec l'étranger

> Appel à Berne pour l'ouverture au plus vite de l'accès au marché européen

Ceux qui auraient manqué les dernières grands-messes annuelles des banquiers genevois, se seraient crus ailleurs. Pourtant, c'est bien le même état-major de Genève Place Financière – fondation chargée de «favoriser le rayonnement de la place» – qui a fait le point, mercredi, dans un 5-étoiles. Et c'est bien l'associé gérant de la plus grande banque, fondée dans la ville il y a plus de deux siècles, qui tenait des propos détonnant par rapport aux éléments de langage diffusés ces dernières années.

«Gardons-nous de

chercher une solution incomprise à l'étranger et que personne ne nous demande»

Alimenter les autorités des pays européens en détail sur la situation de leurs clients? «Les banques se sont clairement prononcées pour l'échange automatique d'informations fiscales» et sont même «prêtes à jouer un rôle proactif dans ce domaine», a indiqué Nicolas Pictet. Une promesse qui semble indiquer que les plus grands établissements sont déjà équipés



Nicolas Pictet et Bernard Droux, responsables de la Fondation Genève Place Financière. Les chiffres «plutôt bons» sur l'activité de la place au premier semestre «masquent une réalité moins rose». GENÈVE, 16 OCTOBRE 2013

de systèmes leur permettant d'extraire, en tout temps, un profil détaillé du client et de ses avoirs. Les plus petits, par contre, devront, dans une évolution darwinienne désormais admise par leurs représentants, s'adapter. Ou disparaître.

L'opposition qui monte face aux exigences américaines – rassemblées dans des règles Fatca qui vaudront de fortes amendes aux banques –, qui sont jugées comme un diktat inacceptable par une partie de la population? «J'espère que ce référendum n'aboutira pas, car c'est une nécessité absolue d'avoir cette législation chez nous, même si elle provoque de l'agacement», poursuit l'associé gérant de Pictet & Cie.

Les slogans sur le «Swiss finish» longtemps accolés aux services financiers? «Gardons-nous de ces mesures inutiles qui nous posent des problèmes graves de compétitivité», a lancé celui qui est notamment responsable des aspects juridiques au sein de sa banque. Avant de marteler, sans complaisance: «Gardons-nous, pour une fois, de cette recherche d'une solution, connue de nous seuls, inconnue à l'étranger et que personne ne nous demande.»

La révolution culturelle a eu

lieu. La page est tournée. Pour le coup, la Fondation Genève Place Financière, qui veut désormais «renforcer ses actions politiques», se dote d'un nouveau directeur. Depuis dix ans député au Grand Conseil, Edouard Cuendet succède à Steve Bernard, qui quitte ses fonctions.

Constatant «l'isolement croissant de la Suisse sur la scène internationale», Nicolas Pictet estime que les responsables politiques n'ont pas fait leur part du travail. «Les mesures cruciales pour renforcer la capacité concurrentielle des acteurs de cette place et leur ménager l'accès aux marchés sont restées lettre morte, le Conseil fédéral n'a pas mis en pratique ses propres conclusions de 2010», a-t-il martelé au lendemain d'une rencontre entre Eveline Widmer-Schlumpf et le commissaire européen Michel Barnier.

A ses yeux, la possibilité «primordiale» pour les banques genevoises d'offrir leurs services au sein de l'Union européenne – une clientèle représentant une «masse prépondérante» – est «fortement menacée». Il est donc «impératif» que la Suisse trouve un accord avec les pays voisins. «Il

en va de 7000 emplois en Suisse», prévient le banquier privé. Sans cela, les banques «n'auront guère

le choix, elles devront s'exporter». C'est là «toute la nuance entre les banques suisses et les banques en Suisse, qui génère emplois et prospérité dans le pays», a détaillé celui qui remplacera dès janvier prochain Bernard Droux, associé gérant de Lombard Odier & Cie, à la présidence de la fondation.

Un basculement que reflète le point sur l'activité des établissements financiers de la place cette année. Leur produit d'exploitation – et leur bénéfice – affiche une croissance d'autant moins importante que l'établissement est petit: la moitié des indépendants de la gestion de fortune ont ainsi affronté un déclin. «Pour 2014, la plupart des établissements interrogés seront contents s'ils font face à la même situation que cette année», reconnaît Bernard Droux. Ces chiffres «plutôt bons masquent une réalité moins rose», remarque son successeur. Car l'afflux net de dépôts de la part de la clientèle s'est surtout produit à l'étranger. Dans les filiales de grandes banques suisses.

D'autres épreuves fiscales attendent la Suisse à l'OCDE

> La convention signée mardi devra être suivie d'autres progrès, souligne-t-on à Paris

La signature par la Suisse, mardi 15 octobre, de la convention de l'OCDE concernant l'entraide administrative mutuelle en matière fiscale devra être suivie d'autres décisions, estime-t-on au siège parisien de l'organisation. Contacté par *Le Temps*, Pascal Saint-Amans, directeur du centre de politique fiscale, confirme que «l'engagement politique» pris par la Confédération entraîne de «nouvelles responsabi-

tés». La Suisse, rappelle-t-on à l'OCDE, devra notamment encore obtenir un rapport favorable du Forum fiscal mondial (Global Tax Forum) pour pouvoir passer en phase II au sein de cette instance, dont la prochaine réunion aura lieu à Djakarta (Indonésie) les 21 et 22 novembre.

Les pays en phase II sont ceux que l'OCDE juge «coopératifs» en matière d'échange d'informations, tandis que la douzaine d'États restés en phase I ne remplissent pas les critères requis et risquent d'être désignés comme «paradis fiscaux». «La signature de la convention n'était

pas indispensable pour accéder à la phase II, mais elle témoigne d'une nouvelle dynamique positive dont les 120 pays membres – dont la Suisse, qui sera représentée en Indonésie – vont à l'évidence tenir compte durant leurs débats, auxquels tous participent sur un pied

d'égalité», poursuit Pascal Saint-Amans. L'accession helvétique à la phase II n'est, malgré cela, pas envisageable dès la réunion de Djakarta, où un nouveau système de notations devrait être adopté. Au mieux, cela pourrait intervenir d'ici à la fin de 2014.

La ratification, test de crédibilité

Du côté de l'OCDE, les attentes vis-à-vis de Berne sont désormais de deux ordres. La première concerne la ratification du texte signé mardi par l'ambassadeur de Suisse Stefan Flückiger. «Plus elle interviendra rapidement, plus l'engagement de la Confédération sera crédible», juge Pascal Saint-Amans. Deuxième attente: l'évolution de la position fédérale en matière d'échange automatique d'informations fiscales. En signant la convention multilatérale d'entraide de l'OCDE, la Suisse accepte, comme les 57 autres Etats concernés, de considérer l'échange automatique comme une option possible avec les pays désireux de le pratiquer. «Ce n'est en aucun cas une obligation, poursuit un expert bruxellois, mais le scénario est sur la table. La Commission européenne sera dès lors mieux outillée pour exiger de Berne l'automatisme.»

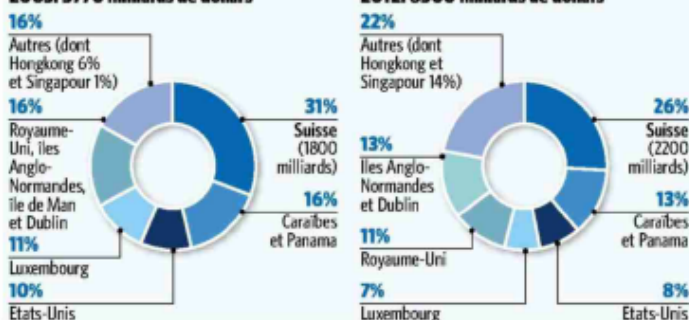
La convention multilatérale, signée au printemps par Singapour, l'Autriche et le Luxembourg, étend le champ d'application de la coopération fiscale, y compris sur la TVA. Elle prévoit aussi la possibilité pour les Etats signataires de s'assister pour le recouvrement des créances fiscales. **Richard Werly**

Un lent effritement de la place financière suisse

Parts de marché de fonds transnationaux dans la gestion de fortune privée

2003: 5770 milliards de dollars

2012: 8500 milliards de dollars



SOURCE: BOSTON CONSULTING GROUP, GENÈVE PLACE FINANCIÈRE

> Commentaire La fin des attermoissements

Quel chemin parcouru! Il suffit de relire les archives pour réaliser combien les banquiers genevois ont changé de stratégie.

En 2009, lorsque la foudre frappe le secret bancaire, la Fondation Genève Place Financière prédit la disparition «de la moitié» de la place. En septembre, lors du bilan annuel de la fondation, les banquiers ont le blues. Certains misent sur Rubik, le prélèvement libérateur à la source qui préserve l'anonymat des clients.

Un an après, ces mêmes banquiers affichent un «optimisme prudent», Rubik semble séduire. En 2011, tous s'enthousiasment après sa percée en Allemagne (provisoirement

et en Grande-Bretagne. Une percée qui repousse la solution la plus redoutée: l'échange automatique d'informations fiscales.

Fin 2012, le refus du Bundesrat enterre pourtant Rubik. Depuis, tout a changé. Cette année, l'échange automatique d'informations est devenu LA solution. La place genevoise a assez confiance en elle (les effectifs ont grandi depuis 2009) pour s'adapter à la nouvelle donne, ou elle a compris qu'il était vain de s'y opposer. La fin de cinq ans d'attermoissements aidera sûrement le Conseil fédéral à y voir plus clair, lui si souvent critiqué pour son manque de vision. **Frédéric Lelièvre**

L'accès au marché est négociable

GENÈVE PLACE FINANCIÈRE. *Contre un échange automatique*

d'informations spécifique avec l'UE. Le passé peut aussi faire partie du deal.

MARJORIE THÉRY

«Gardons nous de ce Swiss Finish inutile qui nous posera des problèmes graves de compétitivité. Faisons ce que l'on nous demande plutôt que d'accoucher de solutions que personne n'exige ni ne comprend». Les messages adressés lors de la conférence annuelle de la fondation Genève place financière (GPF) ne pouvaient être plus clairs. En particulier dans le domaine réglementaire, où Nicolas Pictet s'est montré ferme et déterminé. «Rien ne me décourage» a-t-il lancé à l'auditoire. Du courage, il en faudra à l'associé de la banque Pictet qui prendra la présidence de la fondation GPF l'an prochain (*lire ci-dessous*).

A l'occasion de la présentation des résultats de l'enquête conjoncturelle de GPF, Nicolas Pictet a déroulé un discours décidé et critique sur sa vision de la gestion des questions réglementaires. Il a aussi émis des réserves sur les données positives révélées par l'étude ainsi que les résultats communiqués depuis le début de l'année par les banques. «Il est bien certain que l'afflux net de fonds s'est produit surtout à l'étranger dans les filiales des banques suisses» a-t-il déclaré, bien qu'il soit difficile d'obtenir des chiffres clairs dans ce domaine. «La croissance des actifs est due pour une part importante à la hausse des marchés et à l'évolution des changes» nuance-t-il encore. «Sans faire preuve de pessimisme exagéré» il rappelle en outre que ces

bons résultats ne doivent pas dissimuler des dossiers majeurs toujours en cours. «Des amendes à



NICOLAS PICTET. «C'est de prévisibilité davantage que de stabilité dont nous avons besoin.»

payer au gouvernement américain, la problématique de l'accès au marché européen et enfin la question du règlement du passé». Sur les questions réglementaires, le ton s'est durci envers les autorités politiques suisses. «Ce n'est pas sur le principe même de ces changements réglementaires que je m'élève aujourd'hui. C'est sur la façon dont ils sont menés. C'est de prévisibilité plus que de stabilité dont nous avons besoin. Nous avons besoin d'options claires et non d'une navigation qui change de cap subitement sans indication du but poursuivi». Il regrette que la stabilité réglementaire, un des principaux arguments en faveur de la place financière suisse, soit autant mis à mal.

La position de Nicolas Pictet est claire: il faut se conformer aux règles de l'Union européenne et des États-Unis. En ce sens, il rappelle que l'UE, même si il n'y a pas de statistiques officielles, est également notre premier partenaire fi-

nancier. Il préconise d'ouvrir la porte à l'échange automatique d'information en contrepartie de l'ouverture au marché européen et du règlement du passé. «Sans

accord avec l'UE ce sont près de 15.000 emplois dans le secteur financier au sens large en Suisse qui sont menacés. Faute de solution, les banques devront s'exporter».

L'accès au marché européen est une question majeure pour les grandes banques, dont 87% estiment qu'une impasse dans ce domaine modifierait de manière significative leur modèle d'affaires. Les réponses sont toutefois plus nuancées dans les autres catégories, qui répondent par l'affirmative à hauteur de 40% à 50%. Concernant les États-Unis, Nicolas Pictet défend également un alignement avec leurs exigences, même si quelques aménagements peuvent être négociés. Clairement, il ne souhaite pas que le référendum anti Facta lancé il y a quelques jours aboutisse.

Concernant l'étude en elle-même, 150 entités ont répondu, représentant 60% des emplois financiers dans le canton (38 banques et 117 gestionnaires indépendants). Si l'évolution du chiffre d'affaires et des bénéfices est encourageant dans les grandes banques, il l'est nettement moins pour les établissements plus modestes, banques de moins de 200 personnes et gestionnaires indépendants.

Pour Bernard Droux, président de GPF, ces résultats contrastés

sont le résultat de la diversité des modèles d'affaires. «Les charges des gestionnaires et des petites banques augmentent et ils sont en pleine redéfinition de leur modèle. Mais déjà nous constatons que les modèles centrés sur la clientèle onshore ont payé». Il souligne également une profonde mutation du métier de la gestion de fortune où la nécessité d'atteindre une taille critique se fait davantage sentir. «Mais nous croyons toujours que la gestion de fortune est un des principaux atouts de la place financière» ajoute-t-il. Il précise en outre qu'un certain nombre de banques ne sont pas profitables et qu'une vague de consolidations devrait avoir lieu. Il ne citera pas de nom sur les possibles banques à vendre à Genève mais déplore que la Finma ne fasse pas véritablement

preuve de volontarisme pour accueillir de nouvelles banques sur la place.

Sur la question sensible de l'emploi enfin, les chiffres sont plutôt stables malgré les inquiétudes évoquées, tout comme les prévisions 2014 dans l'ensemble. La place financière genevoise compte au sens large 35.000 emplois. «Il y a tout de même des réorganisations et des profils très qualifiés sont demandés». C'est encore et toujours les fonctions de compliance et de gestion des risques qui sont les plus en vues. Au niveau des objectifs de la fondation GPF, elle souhaite renforcer sensiblement ses activités portant sur les conditions cadre, tant genevoises que fédérales, de la branche.

Ainsi, outre la nomination de Nicolas Pictet à la présidence, un au-

tre changement annoncé hier est l'arrivée d'Edouard Cuendet à la direction du secrétariat de la fondation. Un poste occupé jusqu'à présent par Steve Bernard. Edouard Cuendet est l'actuel secrétaire général du groupement des banquiers privés genevois et prendra ses nouvelles fonctions en janvier 2014. GPF souligne dans le choix de cette nomination l'expertise d'Edouard Cuendet en matière fiscale et juridique ainsi que ses activités de député au Grand Conseil depuis 2004.

**LES BONS RÉSULTATS
NE DOIVENT SURTOUT
PAS DISSIMULER
DES DOSSIERS MAJEURS
TOUJOURS EN COURS.**

Nicolas Pictet nouveau président

L'associé de la banque Pictet succèdera à Bernard Droux à la présidence de Genève Place Financière en janvier 2014. Il en était le vice-président depuis 2010. Nicolas Pictet quittera alors ses fonctions de président de l'association suisse des banquiers privés.

Lors de la conférence annuelle de GPF l'an dernier, Bernard Droux avait déclaré que la Suisse serait fixée sur son sort dans les 6 à 9 mois.

Qu'en est-il aujourd'hui?

Nous sommes loin d'être fixés malheureusement... C'est pourquoi nous avons choisi de renforcer les activités de la fondation sur les conditions cadres et ainsi être force de proposition.

Quelle orientation souhaitez-vous donner à votre future présidence?

Nous souhaitons améliorer encore le dialogue entre les représentants politiques et économiques du canton. Seule une bonne compréhension des enjeux de chacun permettra de renforcer la compétitivité de la place financière genevoise. Et bien que nous trouvions des responsables politiques prêts à nous écouter, il y a encore du travail.

Ce renforcement du dialogue passera-t-il par des collaborations accrues avec d'autres associations ou fondations?

Bien sûr. Nous collaborons déjà avec un certain nombre d'entre elles et renforçons également nos liens avec d'autres structures. Pas seulement dans le domaine financier d'ailleurs comme avec la fédération des entreprises romandes ou la chambre de commerce de Genève.

Vous avez manifesté votre désaccord avec certaines décisions politiques. Comment expliquez-vous le découplage actuel entre les attentes du secteur financier et les décisions politiques qui sont prises?

Tout d'abord je dois dire qu'il y a tout de même un terrain très favorable au dialogue avec les autorités, compte tenu de l'histoire et de l'importance de la place financière genevoise et suisse en général. Mais certaines incompréhensions ou méconnaissances demeurent. Par exemple certains représentants politiques ne pensaient pas que nous avions une telle concentration de savoir faire et de compétences dans le domaine bancaire et financier et qu'il est important de les protéger. Enfin, je pense qu'en cette période charnière pour la finance depuis la crise où certains scandales ou restructurations ont entaché l'image du secteur dans le grand public, il est plus difficile de le défendre politiquement.

Que peut-on faire pour renforcer la compétitivité de la place financière Suisse?

Il faut se battre et avoir une vision claire. La compétitivité de la place financière de Genève et de la Suisse en matière bancaire ne dépend pas uniquement des réglementations financières. Il s'agit aussi de conditions cadres favorables comme la fiscalité des entreprises et des individus, l'accès au logement etc.. Dans le domaine financier il y a aussi des éléments simples qui pourraient améliorer notre compétitivité comme la suppression du droit de timbre. De nombreux clients manifestent de plus en plus leur mécontentement à ce sujet. (MT)

Genève Place Financière s'inquiète pour l'avenir

Beaucoup de banques exerçant des activités à Genève résistent aux aléas conjoncturels et aux fluctuations réglementaires, mais elles redoutent les exigences américaines et européennes



Nicolas Pictet, vice-président de la Fondation Genève Place Financière (FGPF): «Nous devons ouvrir la porte à l'échange automatique d'informations bancaires, en contrepartie de l'accès aux marchés du Vieux-Continent et du règlement du passé.» STEVE IJONCKER-GPOMEZ

L'essentiel

● **Transferts** Des banquiers genevois évoquent le risque de milliers d'emplois transférés dans l'Union européenne.

● **Attaque** Le vice-président de la Fondation Genève Place Financière dénonce le manque de constance

du Conseil fédéral.

● **Résultats** Quelque 70% des banques genevoises employant plus de 200 collaborateurs prévoient des hausses de leur bénéfice net au terme de l'exercice en cours.

Philippe Rodrik

En toute transparence, les responsables de la Fondation Genève Place Financière (FGPF) ont dévoilé hier leurs grands effrois du moment. «Les bons résultats actuels (*lire ci-dessous*) dissimulent des problèmes très importants, comme les amendes considérables que des banques suisses devront payer au gouvernement américain, la difficulté d'accéder aux marchés européens depuis la Suisse et les questions du règlement du passé (*ndlr: en matière d'évasion fiscale favorisée pendant des décennies par le secret bancaire suisse*). Celles-ci ne sont en effet toujours pas résolues avec certains Etats ou constituent des menaces», prévient le vice-président de FGPF, Nicolas Pictet.

A vrai dire, l'associé gérant du groupe Pictet & Cie s'exprime davantage sur ses craintes liées aux relations avec l'Europe des Vingt-Huit: «L'accès aux marchés de l'Union européenne est primordial pour la place financière suisse. Or, cet accès est fortement menacé, du fait de tendances protectionnistes sévissant au sein de l'Union à la suite de la crise de la dette.»

Juste après sa rencontre avec la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf avant-hier à Luxembourg, Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur, laissait toutefois entendre qu'une seule filiale de banque suisse de droit européen suffirait pour accéder aux marchés de l'ensemble

de l'Union européenne.

Cinq mille emplois menacés

Nicolas Pictet s'attend cependant beaucoup plus à l'exigence d'une succursale d'établissement helvétique dans chaque Etat membre où s'exercent des activités. Et il semble ne pas être le seul. L'Association suisse des banquiers évoque déjà le risque d'un transfert chez nos voisins de 7000 collaborateurs actuellement basés en Suisse. Le secrétaire général de l'Association des banquiers privés suisses, Michel Dérobert, parle même de 15 000 postes de travail en danger en Suisse (dont environ un tiers à Genève), en additionnant les emplois directs et indirects liés aux activités financières.

Dans ce contexte, Nicolas Pictet insiste sur le caractère impératif et prioritaire d'un accord avec Bruxelles: «Nous devons ouvrir la porte à l'échange automatique d'informations bancaires, en contrepartie de l'accès aux marchés du Vieux-Continent et du règlement du passé.»

Avant cette étape cruciale, la place financière genevoise a déjà démontré ses capacités de résistance aux aléas conjoncturels et aux fluctuations réglementaires. «L'année 2013 ne sera certes pas un grand cru, mais, avec des marges bénéficiaires en progression de quelques pour-cent, il restera un exercice satisfaisant pour la majorité des 123 établissements interrogés dans notre dernière étude et où se concentrent plus de 60% des emplois bancaires à Genève», indique Bernard Droux,

président de Genève Place Financière.

Les plus grandes sociétés s'en sortent certes mieux: 70% des banques employant plus de 200 collaborateurs prévoient des hausses de leur bénéfice net comprises entre 3% et 14% au terme de l'exercice en cours par rapport à 2012. Parmi les instituts dotés de 50 à 199 employés, pas plus d'un cinquième ne visent toutefois un objectif identique.

Dans la première catégorie, 40% des établissements bancaires consultés par FGPF s'attendent à une progression de leur bénéfice net de 3 à 7% l'an prochain par rapport à 2013. Dans la seconde, une performance comparable devrait être atteinte par 28,6% des entreprises consultées.

Chiffres réjouissants

En matière d'embauche, d'autres chiffres réjouissants apparaissent. Près de 42% des plus grandes banques (plus de 200 collaborateurs) devraient augmenter leurs effectifs cette année grâce à la croissance organique de leurs affaires, autrement dit sans processus d'acquisition ou de fusion. Et près de 29% des établissements moyens (entre 50 et 199 emplois) devraient avoir accru leur personnel dans les mêmes conditions.

«L'année prochaine semble assurer une stabilité des affaires et de l'emploi dans notre branche, tout dépendant en grande partie de l'évolution du cadre légal», rappelle Bernard Droux.

Attaques contre Berne

● Les dirigeants de la Fondation Genève Place Financière (FGPF) n'hésitent pas à attaquer en force le Conseil fédéral. «Nous avons fait d'immenses efforts pour la solidité et l'intégrité de la place financière suisse, mais les mesures cruciales pour renforcer la capacité concurrentielle des acteurs de cette place et leur ménager l'accès aux marchés sont restées lettre morte. Le Conseil fédéral n'a pas mis en pratique ses propres conclusions», déplore le vice-président de FGPF, Nicolas Pictet.

L'associé gérant du groupe Pictet & Cie dénonce en plus un manque de constance du gouvernement: «Nous avons besoin d'options claires et non d'une navigation qui change de cap subitement, sans indication du but poursuivi. Nous avons besoin d'un gouvernement doté d'une vision globale, communiquant les grandes lignes de sa politique.»

Dans ce contexte, FGPF redoute la

nécessité d'un transfert d'activités et de collaborateurs chez nos voisins pour obtenir l'accès aux marchés européens (*lire ci-dessus*). «Un tel processus se ferait au profit de l'Union européenne. Il s'agit de pertes d'emplois, de recettes fiscales et de savoir-faire. Genève risque alors de se transformer en centre administratif, au détriment d'une part importante du service direct à la clientèle, des prestations à forte valeur ajoutée», rappelle Nicolas Pictet.

Des responsables de Genève Place Financière craignent, globalement, que le Conseil fédéral ne saisisse pas «l'importance de la situation et des enjeux actuels». Le secrétaire de l'Association vaudoise des banques, Pierre-Antoine Hildbrand, partage les craintes de FGPF: «Nous souhaitons donc que la Suisse participe pleinement à l'établissement des standards internationaux valables pour tous.» **P.RK**

La place financière s'inquiète pour son avenir

Si de nombreuses banques résistent aux aléas conjoncturels, elles redoutent de plus en plus les exigences américaines et européennes

Les responsables de la Fondation Genève Place financière (FGPF) étaient réunis hier pour faire part de leurs craintes du moment. «Nos bons résultats financiers dissimulent des problèmes très importants, comme les amendes considérables que certaines banques suisses devront payer au gouvernement américain, la difficulté d'accéder aux marchés européens depuis la Suisse et la manière dont il nous faudra régler le passé (ndlr: en matière d'évasion fiscale favorisée pendant des décennies par le secret bancaire suisse). Celles-ci ne sont en effet toujours

pas résolues avec certains Etats ou constituent des menaces», prévient son vice-président, Nicolas Pictet.

A vrai dire, l'associé-gérant du groupe Pictet & Cie s'exprime davantage sur ses craintes liées aux relations avec l'Europe des Vingt-huit: «L'accès aux marchés de l'Union européenne est primordial pour la place financière suisse. Or, cet accès est fortement menacé, du fait de tendances protectionnistes sévissant au sein de l'Union européenne à la suite de la crise de la dette.»

Après sa rencontre, mardi, avec la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf à Luxembourg, Michel Barnier, commissaire européen chargé du marché intérieur, laissait entendre qu'une seule filiale de banque suisse de droit européen suffirait pour ac-

céder à l'ensemble des marchés de l'Union européenne. Nicolas Pictet s'attend cependant beaucoup plus à une norme qui exigerait au contraire que les banques suisses détiennent une succursale dans chaque Etat membre pour pouvoir y exercer des activités. Et il semble ne pas être le seul. L'Association suisse des banquiers évoque déjà le risque d'un transfert de 7000 collaborateurs actuellement basés en Suisse chez nos voisins.

Le secrétaire de l'Association vaudoise des banques, Pierre-Antoine Hildbrand, partage les craintes de ses collègues, membres de la Fondation genevoise: «Nous souhaitons donc que la Suisse participe pleinement à l'établissement des standards internationaux valables pour tous.» **P.RK**

Der Bankenplatz Genf trotz dem Gegenwind

Diverse Baustellen verunsichern die Vertreter des Bankensektors

Der Genfer Finanzplatz ist bisher erstaunlich gut durch die Krisenjahre gekommen. Genfer Banquiers wollen aber keine Entwarnung geben.

Jean-Pierre Kapp, Genf

Wie alle andern Finanzplätze hat auch der Finanzplatz Genf in den vergangenen Jahren den rauen Wind der Krisenjahre zu spüren bekommen. Insgesamt haben sich die Genfer Banquiers bisher wacker geschlagen und die kritischen Jahre ohne grössere Blessuren überstanden. Diese Einschätzung lässt sich durch eine soeben in Genf präsentierte Umfrage untermauern.

Die Grossen gedeihen

Die von Genfer Banken im laufenden Jahr publizierten Ergebnisse waren im Allgemeinen ansprechend. Bezüglich der verwalteten Vermögen wurde ein weiteres Wachstum registriert, wie Bernard Droux von Lombard Odier erklärte. Auch für das nächste Jahr rechnen die meisten Bankinstitute mit einer positiven Entwicklung. Allerdings sind vermehrt Stimmen zu hören, dass das Wachstum im einstelligen Bereich verharren dürfte. Es wird denn auch davon ausgegangen, dass die Personalbestände leicht zurückgehen werden.

Es muss allerdings auch festgehalten werden, dass die Ergebnisse der Genfer Banken je nach Grösse unterschiedlich ausgefallen sind und die Zukunftsaussichten unterschiedlich eingeschätzt werden. Während 40% der Banken mit mehr als 200 Mitarbeitern für das laufende Jahr mit einem Gewinnwachstum von 3% bis 7% rechnen und jedes dritte Finanzinstitut sogar mit einem Gewinnwachstum von 8% bis 14%, bekunden kleinere Banken mehr Mühe. In ähn-

lichem Ausmass variieren auch die Gewinnaussichten für das nächste Jahr. Diese Unterschiede sind vor allem auf die Tatsache zurückzuführen, dass sich kleinere Finanzinstitute noch nicht an die neusten reglementarischen Anforderungen angepasst haben und diesbezüglich noch grössere Investitionen getätigt werden müssen.

Ein ähnlich heterogenes Bild ergibt sich bei den Vermögensverwaltern. Während die Zahl privater Anbieter in den vergangenen Jahren gestiegen ist, klagen viele über eine sinkende Gewinnmarge infolge der verschärften Regulierung.

Nicht nur rosige Aussichten

Trotz der insgesamt noch ansprechenden Ausgangslage machen sich die Genfer Banquiers Sorgen um die künftige Entwicklung. Nicolas Pictet betonte vor Journalisten, das bisher Erreichte dürfe nicht darüber hinwegtäuschen, dass der

Der Genfer Finanzplatz

Unternehmen	Anzahl		Angestellte	
	2012	2013	2012	2013
Banken	133	123	20 129	19 110
Unabh. Vermögensverwalter	854	874	2 578	2 665
Finanzintermediäre	3 198	3 186	4 993	4 514
Versicherungen	620	625	2 186	2 308
Treuhänder, Buchhalter	1 215	1 239	3 930	4 148
Anwalts- und Notariatskanz.	462	478	2 484	2 481
Total	6 482	6 522	36 300	35 080

Finanzplatz Schweiz überhaupt vor grossen Herausforderungen stehe. Zu Sorgen Anlass geben gemäss Pictet vor allem die noch ausstehenden hohen Bussen, welche Schweizer Banken in den Vereinigten Staaten werden zahlen müssen, dann aber auch die Probleme für Schweizer Banken beim Zugang zum europäischen Markt. Hinzu kommt, dass in den Beziehungen mit verschiedenen Ländern immer noch steuerliche Altlasten aus den vergangenen Jahrzehnten mitgeschleppt werden.

Alle diese Baustellen könnten, wenn sie nicht auf eine befriedigende Art und Weise geschlossen werden, stark negative Auswirkungen auf den Finanzplatz Schweiz haben.

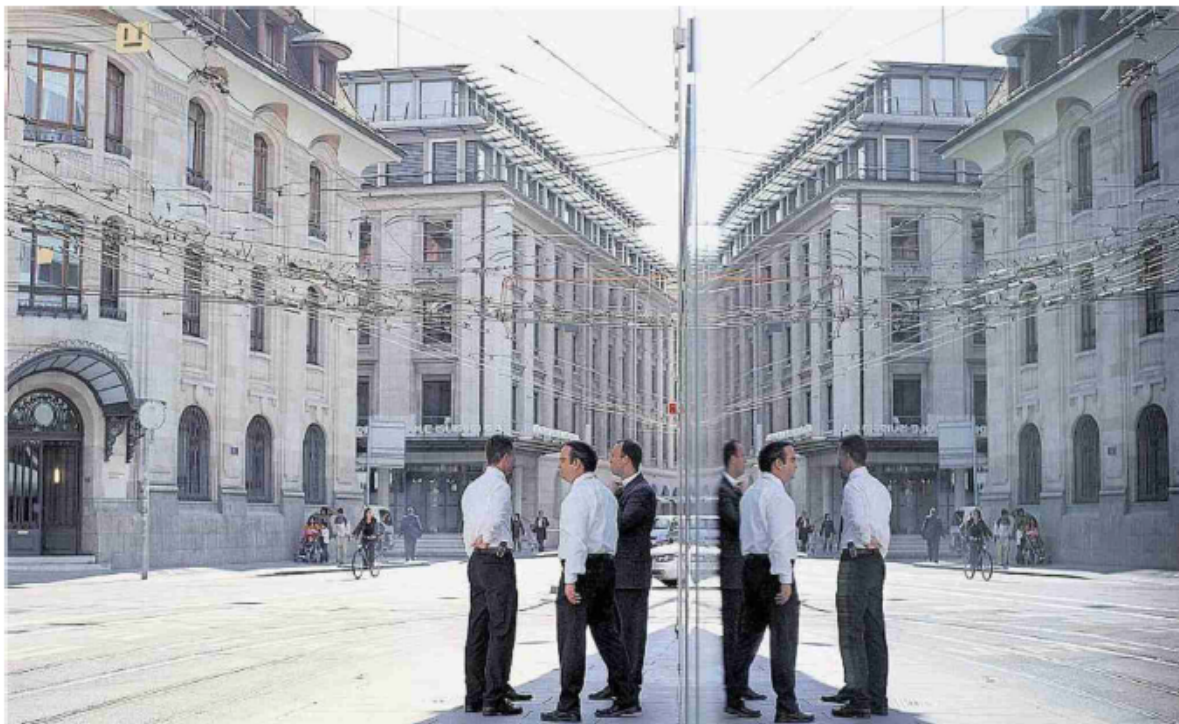
Der Banquier Pictet forderte die Regierung und die Politiker dazu auf, dafür zu sorgen, dass Schweizer Banken auch in Zukunft einen erleichterten Zugang zum europäischen Markt erhalten. Falls dies nicht gelinge, sähen sich Schweizer Banken gezwungen, «sich zu exportieren». Die Banken könnten überall arbeiten, lautet das Argument. Als gleichermassen dringend bezeichnete der Privatbanquier die Aufgabe, einen Strich unter die Vergangenheit zu ziehen. Der Marktzugang zur internationalen Kundschaft könne nur gewahrt werden, wenn Altlasten aus der Welt geschafft würden. Dies habe der Steuerstreit mit den USA eindrücklich und schmerzhaft gezeigt. Im Gegenzug seien die Banken bereit, dem automatischen Informationsaustausch in Steuerangelegenheiten zuzustimmen. Pictet mahnte, den regulatorischen Übereifer in der Schweiz nicht auf die Spitze zu treiben.

Stempelsteuer abschaffen

Handlungsbedarf ortet Pictet ferner im Bereich Vermögensverwaltung, wenn es um die Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit des Finanzplatzes geht. So hätten die meisten Banken zwar 2012 und 2013 einen Zuwachs bei den verwalteten Vermögen registrieren können, der grösste Teil des Wachstums sei aber nicht in der Schweiz, sondern in Filialen im Ausland erreicht worden. Mit der Abschaffung der Stempelsteuer könne ein wichtiger Schritt getan werden, um auch wieder zusätzliche Vermögen in die Schweiz zu locken. Um den Finanzplatz Genf attraktiver zu machen, wären nicht zuletzt mehr Flugverbindungen von und nach Genf eine gute Sache.

REPRIS PAR :

FACTS



Genf ist nach Zürich der zweitwichtigste Finanzplatz der Schweiz. Trotz momentan soliden Zahlen blickt die Branche derzeit nicht unbesorgt in die Zukunft. Bild: key

Gute Zahlen, getrübe Aussichten

GENF. Die Genfer Banken sind zufrieden mit ihren aktuellen Geschäftszahlen und verhalten optimistisch, was das kommende Jahr anbelangt. Die weitere Entwicklung hängt aber zu einem grossen Teil vom Zugang zum Bankenmarkt der EU ab.

PHILIPP LENHERR

Rund 19000 Mitarbeiter beschäftigen die Genfer Banken aktuell. Viele der Finanzinstitute verzeichnen derzeit gute Zahlen, wie die gestern präsentierte alljährliche Konjunkturumfrage des Verbandes Finanzplatz Genf ergab.

Gut läuft das Geschäft aber vor allem bei den grösseren Banken, während solche mit weniger als 200 Mitarbeitern eher mit Problemen zu kämpfen haben. Bei rund einem Drittel der kleineren Finanzinstitute ist der Rein-

gewinn im ersten Halbjahr gemäss der Umfrage deutlich zurückgegangen.

Die Aussichten für das kommende Jahr werden mehrheitlich als stabil bewertet. Als Herausforderungen gelten der Margendruck und die zunehmende Reglementierung.

«Protektionistische Tendenz»

Offen ist, wie der Zugang der Schweizer Banken zum EU-Bankenmarkt zukünftig ausgestaltet sein wird. Die EU

überarbeitet ihre entsprechende Finanzmarktrichtlinie MiFID (siehe auch Ausgabe von gestern). Nicolas Pictet, Vizepräsident des Verbandes Finanzplatz Genf und geschäftsführender Partner der Privatbank Pictet & Cie., sieht den Zugang zum europäischen Markt bedroht durch die «protektionistische Tendenz, die in der EU grassiert». Eine der Richtlinien, die derzeit in Brüssel konkretisiert wird, sieht für Finanzinstitute im grenzüberschreitenden Vermögensverwaltungsgeschäft die Pflicht vor, über eine Filiale im Ausland zu verfügen.

Viele Arbeitsplätze gefährdet

Je nachdem, wie weitgehend die Rege-

lung schlussendlich ausfallen wird, könnte dies zu einer Verlagerung von Arbeitsplätzen von der Schweiz in die EU führen. Denkbar wäre, dass lediglich die Kundenberatung vor Ort durchgeführt werden müsste. Sollte jedoch auch die eigentliche Vermögensverwaltung im Ausland stattfinden müssen, wären entsprechend mehr Arbeitsplätze davon betroffen.

Besonders gravierend wäre aber, wenn sich die Schweiz mit der EU gar nicht einigen könnte. In diesem Fall

wären gemäss der Schweizerischen Bankiervereinigung im Schweizer Bankensektor rund 7000 Stellen bedroht.

Ein weiteres Problem, welches auch einzelne Genfer Banken noch teuer zu stehen kommen könnte, ist der Steuerstreit mit den USA. Nach wie vor ist nicht bekannt, wie hoch die Bussen ausfallen werden, mit denen der Streit beigelegt werden soll.

Privatbanken im Wandel

Von den Veränderungen in der Branche besonders betroffen sind die Privat-

banken mit persönlich haftenden Teilhabern, die in Genf traditionell eine wichtige Rolle spielen.

Weil das Geschäft mit reichen Kunden aus aller Welt in den vergangenen Jahren zusehends heikler wurde, haben einige ihr Tätigkeitsgebiet bereits eingeschränkt. Und auch das Modell der unbeschränkt haftenden Teilhaber von Privatbanken ist ins Wanken geraten. Gleich mehrere Genfer Privatbanken haben im laufenden Jahr neue Eigentümermodelle gewählt.

REPRIS PAR :

Zürcher Oberländer

ZürcherUnterländer

Zürichsee-Zeitung

rk Horgen

Die Tageszeitung des Bezirks Uster

Anzeiger von Uster

Der
Landbote

Ginevra **Banche in chiaroscuro**

Buon andamento per la piazza finanziaria, ma il futuro preoccupa

■ Gli affari nella gestione patrimoniale per le banche attive sulla piazza ginevrina proseguono in maniera soddisfacente. Lo ha affermato ieri il vice presidente di Genève Place Financière Nicolas Pictet, che da gennaio prenderà la testa dell'associazione al posto di Bernard Droux. Il banchiere ha tuttavia reso attenti su un problema serio: l'accesso al mercato finanziario europeo che rischia di diventare sempre più difficile a causa dei provvedimenti restrittivi in studio in seno all'UE.

«I patrimoni amministrati sono in crescita come anche gli utili», ha spiegato Nicolas Pictet di Pictet & Cie, precisando che le prospettive per il 2014 sono positive. Stando al sondaggio annuale, ha aggiunto il banchiere, «gli istituti si

dicono fiduciosi nonostante i margini sotto pressione e i costi supplementari derivanti dalle nuove regolamentazioni». Più pessimiste invece le piccole banche, mentre quelle con oltre 200 dipendenti sono più ottimiste. Nonostante la situazione soddisfacente, non mancano i grattacapi. Uno su tutti, ha detto Pictet, «l'accesso al mercato europeo, cui si aggiungono le multe, probabilmente salate, che alcune banche dovranno pagare nell'ambito delle vertenze fiscali con gli Stati Uniti». A questi due aspetti se ne aggiunge un terzo legato alla soluzione con alcuni Paesi delle questioni fiscali legate ad averi «in nero» depositati in passato. Circa l'UE, per Pictet l'accesso facilitato a questo mercato è di importanza

primordiale. Tuttavia, da tempo spira in Europa un vento protezionista causato dalla crisi finanziaria. Per questo è importante che Berna trovi un'intesa con Bruxelles in merito soprattutto alla regolamentazione MiFID II. Martedì, durante un incontro a Lussemburgo col commissario europeo al Mercato interno Michel Barnier, la consigliera federale Eveline Widmer-Schlumpf ha fatto pressione affinché la nuova regolamentazione dei mercati europei non porti alla chiusura nei confronti di fornitori di servizi finanziari di Paesi terzi, inclusa la Svizzera. Il settore finanziario di Ginevra è stabile. Gli impiegati sono 35.000, di cui 19.110 attivi nelle banche. La disoccupazione nel settore è in calo.

REPRIS PAR :

**GIORNALE
del POPOLO**
Quotidiano della Svizzera Italiana

laRegioneTicino

FINMA, BNS, DFF, OCDE, BRI et GAFI, les règlements se multiplient
**Excédées, les banques brandissent
l'arme de la délocalisation massive**



Nicolas Pictet: «Nous avons besoin d'options claires et non d'une navigation qui change de cap subitement.»

François Weiss/NEJO

MENACES La place financière passe de la grogne à la colère. Non seulement elle ne voit toujours pas très bien où l'on va, mais en a goûté du «Swiss finish», ce perfectionnisme tout helvétique qui pourrait entraîner la disparition d'une banque sur quatre.

Elisabeth Eckert

elisabeth.eckert@lematindimanche.ch
A les entendre, c'est comme si les valises étaient déjà prêtes. «Dans une période de mutation, il est essentiel de savoir où nous allons. Or, ce n'est pas le cas, assène Nicolas Pictet, associé gérant de la banque éponyme et vice-président de Genève Place financière qui regroupe 123 banques et 19 100 emplois. C'est quand même énorme que nous devons apprendre par la *Neue Zürcher Zeitung* quelles sont les orientations du Conseil fédéral, et en particulier celles d'Eveline Widmer-Schlumpf nous concernant». Nicolas Pictet sort, aujourd'hui, de ses gonds. Et l'on sent bien que ce dirigeant de la plus grande banque privée de Suisse (389 milliards de francs de fonds sous gestion et 3000 salariés) se retient.

Tous rêvent de Londres

Bernard Droux, associé gérant de Lombard Odier & Cie et président de Genève Place financière, prend le relais: «L'immense majorité de nos membres a affirmé qu'ils pourraient partir sans problème de Suisse, si les pressions réglementaires devaient

encore s'accroître.» En effet. L'informatique, le négoce de titres, la gestion privée, la gestion institutionnelle, les produits alternatifs, la relation clientèle: «Tous ces secteurs peuvent être délocalisés très facilement», affirme Bernard Droux.

Et pour quelle destination? A Londres, prioritairement, puis au Luxembourg, «où l'environnement d'affaires est bien plus favorable qu'en Suisse, affirment les deux banquiers privés. Cela prouve que l'Europe demeure, pour les banques suisses, leur principal marché.» Et qu'y déménager serait une option logique. Ambiance.

«Si l'on continue ainsi, nous aurons le pire système fiscal d'Europe, bien pire que celui des Français». Là, ce n'est plus un banquier chagrin qui le dit, mais l'un des meilleurs avocats experts en droit fiscal de Suisse, Xavier Oberson. «Il n'y a aucune vision globale dans l'Administration fédérale. On travaille par petits bouts, on empile les lois dont certaines se contredisent l'une l'autre, telle l'introduction envisagée d'un impôt fédéral sur les successions de 20% sans penser à abolir de l'impôt sur la fortune.» Résultat des courses: le «Swiss finish» est en train de ruiner la compétitivité de la place financière helvétique. Pire: comme le confirme Nicolas Pictet, l'engagement de centaines d'experts fiscaux ou de gestionnaires des risques ne suffit même pas à sa banque pour suivre le rythme effréné des nouvelles directives. C'est bien simple, selon nos interlocuteurs: un

responsable bancaire n'est plus le maître chez lui. A 90%, les décisions stratégiques prises par un Brady Dougan du Credit Suisse, un Sergio Ermotti d'UBS ou un Nicolas Pictet sont aujourd'hui déterminées par d'incalculables organes de régulation.

Au sortir de la crise financière, les banques suisses découvrent qu'elles ont un nouveau patron! Un «boss»

« Si l'on continue ainsi, nous aurons bientôt le pire système fiscal d'Europe, pire que celui de la France »

XAVIER OBERSON

Avocat, spécialiste en droit fiscal

qui se résume en sigles. La FINMA tout d'abord, pour Autorité fédérale des marchés financiers, la BNS, ensuite, pour Banque nationale suisse, le DFF (Département fédéral des finances), l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économique), le GAFI (Groupe d'action financière), la BRI (Banque des règlements internationaux), auxquels s'ajoutent l'IRS (Internal Revenue Service, le fisc américain), le G8 et le G20. Tous scrutent, contrôlent et légifèrent frénétiquement, suite au sauvetage public d'UBS dont on fête les cinq ans.

Christian Campiche

Qui a vécu par la France, périra par la France...

SECRET BANCAIRE • Qui a vécu par la France, périra par la France, pourrait-on pasticher. Face à l'estocade venue de l'hexagone, les ténors de la banque helvétique ne jurent plus que par l'échange automatique des données. L'histoire a des retournements étonnants: ne sont-ce pas des citoyens français qui, fuyant les ratonnades fiscales dans les années trente, ont incité la Suisse à inventer le secret bancaire?

Aujourd'hui le secret bancaire n'est plus. Ou plutôt si, il continue d'exister, mais dans une perspective géographique modifiée, non européenne. Sinon comment expliquer l'afflux récent d'argent frais dont font état les banquiers.

Faut-il affirmer pour autant que l'on tourne simplement la page, comme le titrait tranquillement un quotidien lémanique la semaine dernière, au lendemain de la conférence de presse de la plateforme Genève Place Financière? On peut penser ce que l'on veut du secret bancaire, de la phi-

losophie «antipatriotique» qui le sous-tend. Mais comment effacer d'un geste de la main un système qui a déterminé pendant 80 ans la culture économique d'un pays.

Comment ne pas se dire que tourner la page, c'est aussi et surtout retourner sa veste. Les grands banquiers affirment que sans accès au marché européen, ils devront délocaliser. On les comprend mais ils roulent pour eux. Qui compatit au sort d'employés pris au piège de l'opprobre fiscal, gestionnaires de fortune assignés quasiment à domicile, captifs dans leur propre pays?

Qui se soucie du client lambda auquel les banques suisses ne donnent pas d'autre alternative que la clôture de son compte vite fait bien fait et la fuite, la queue entre les jambes? Les récits de ressortissants français abondent, qui font état de fouilles serrées et humiliantes à la douane. Pendant ce temps, de gros poissons trouvent une terre hospitalière sur une île anglo-normande.

Les banquiers genevois demandent moins de contraintes

L'enquête conjoncturelle présentée par Genève Place Financière présente des résultats rassurants pour 2013, avec des perspectives stables pour 2014. Ce qui n'empêche pas les banquiers genevois de s'inquiéter d'un contexte qui les pénalise. Aux exigences européennes et américaines s'ajoutent un excès de réglementation et le risque de voir les clients partir vers d'autres horizons pas si lointains.

FLAVIA GIOVANNELLI

«L'année 2013 ne sera pas un grand cru, mais elle restera un exercice satisfaisant pour la plupart des établissements genevois interrogés», commente Bernard Droux, président de la FGPF (Fondation Genève Place Financière), qui présentait la semaine dernière les résultats de son enquête conjoncturelle. Si les résultats pour les six premiers mois de l'année montrent une bonne résistance à la conjoncture, la profonde mutation que subit le secteur depuis la crise financière de 2008 se confirme. Si la gestion de fortune reste rentable, les marges ont diminué du fait de la concurrence internationale. «Il faut se rendre à l'évidence, nous ne sommes pas, au cœur de l'Europe, dans une zone de croissance comme l'Asie ou même d'autres régions du monde», précise Bernard Droux. Les problèmes bien connus liés au règlement du passé et à l'accès au marché européen planent aussi sur le cadre de travail des banquiers genevois. Nicolas Pictet, vice-président de la FGPF, pointe les autorités

fédérales pour leur manière de gérer les questions réglementaires. Certains projets de lois, notamment en matière de droit fiscal, inquiètent particulièrement la FGPF: «Gardons-nous de tomber, comme toujours, dans le *swiss finish*, en adoptant des réglementations que personne ne nous demande et qui finiront par nous poser de graves problèmes de **COMPRES DE QUINZE MILLE POSTES DE TRAVAIL SÉRAIENT EN DANGER DANS LE SECTEUR BANCAIRE, VOIRE TRENTE MILLE PAR EFFET INDIRECT.**

pétitivité», a martelé le vice-président. Car si les actifs sous gestion ont continué d'affluer vers les banques suisses en 2013, ce sont surtout celles qui sont actives à l'étranger qui en ont profité. Les nuages pourraient donc concerner le front de l'emploi. Si les chiffres pour 2013 montrent une stabilité des effectifs dans ce domaine, près de quinze mille postes de travail seraient en danger dans le secteur bancaire, voire trente mille

par effet indirect, dont un bon tiers se trouve à Genève. Fait inquiétant, les établissements ayant répondu à l'enquête s'avouent prêts à transférer des activités de base à l'étranger, si les conditions-cadre venaient à empirer en Suisse.

Un des risques connus, c'est par exemple de voir partir la clientèle vers d'autres places financières, celles qui sont bien établies, comme Londres ou Luxembourg, voire Hong Kong ou Singapour, citées par les sondés. Sans aller jusqu'à assombrir le tableau, les banquiers ont admis que ce sont surtout les fonctions de *compliance* et de gestion des risques qui sont recherchées, alors qu'ils préféreraient engager des conseillers à la clientèle.

Cette journée de présentation de l'étude a également permis à la FGPF d'annoncer des changements de fonctionnement à sa tête pour 2014. Ainsi, Nicolas Pictet deviendra président, succédant à Bernard Droux, et Edouard Cuendet prendra le poste de directeur à la suite de Steve Bernard. ■

Nicolas Pictet croit en la compétitivité de Genève

PAR IVANA GORETTA Bernard Droux remet la présidence de la Fondation Genève Place Financière au 1^{er} janvier. Son successeur, Nicolas Pictet, livre son sentiment à la veille de reprendre le flambeau.

CONVAINCRE QU'UNE PLACE financière forte est nécessaire à la prospérité, c'est la mission que s'est donnée Nicolas Pictet, associé-gérant de Pictet & Cie, avant son accession à la présidence de la Fondation Genève Place Financière. « Certes, des menaces se profilent autour de l'accès aux marchés, notamment dans la zone euro, mais ce n'est pas notre seul défi. Nous devons assouplir les règlements et améliorer les conditions cadres pour renforcer notre compétitivité et notre attractivité. » Dans le secteur financier, l'enjeu est de taille. Trouver la perle rare dans la gestion des



actifs par exemple, implique d'être attractif sur un marché où la concurrence est mondiale. Pour le banquier, un réseau de communication performant et un accès facilité au permis de travail représentent autant de facteurs de motivation auprès de la future recrue. « C'est essentiel. Avec des collaborateurs performants et motivés, vous aurez des chances d'arriver quelque part », souligne Nicolas Pictet. D'où l'importance de soigner les contacts avec la classe politique genevoise. Jusqu'à parler de lobbying? « Pourquoi pas. J'utiliserais volontiers ce mot, sans connotation négative. Il s'agit de convaincre les élus que les besoins sont réels. Les politiques sont d'ailleurs très demandeurs. Nous avons un vrai travail pédagogique à mener pour montrer notre utilité. » Mais aussi pour susciter des vocations. Nicolas Pictet évoque l'intérêt de la fondation à créer des ponts avec les milieux académiques. « Nous avons un rôle à jouer dans le renouveau et dans la transmission de savoir-faire de la place financière genevoise. » Le projet est ambitieux. Où puiserez-vous l'énergie de le porter, Monsieur Pictet? « Dans la nature. La beauté de la création est le plus beau des ressourcements. » ■

16 octobre 2013

Bilan des banques genevoises/Le point avec Bernard Droux, président de «Genève Place Financière»

 Tweeter 0
  +1 0
  Partager 0
  Partager



<http://www.rts.ch/video/info/journal-12h45/5298059-bilan-des-banques-genevoises-le-point-avec-bernard-droux-president-de-geneve-place-financiere.html>

Interview de Bernard Droux

16 octobre 2013

Couleurs locales

 Tweeter 0
  +1 0
  Partager 0
  Partager
 



<http://www.rts.ch/video/info/couleurs-locales/5298828-couleurs-locales.html> (début à 06' 10")

«Tagesschau» vom 16.10.2013

Mittwoch, 16. Oktober 2013, 19:30 Uhr

f | t 2 | g+ | 1



<http://www.srf.ch/sendungen/tagesschau/us-budgetstreit-atom-inspektionen-im-iran-cdu-csu-ohne-gruene> (début à 17' 01'')

Interview de Nicolas Pictet (début à 17' 18'' et à 17' 56'')



<http://www.lemanbleu.ch/vod/leman-bleu-info-16102013> (début à 10' 39'')

Interview de Steve Bernard



PLACE FINANCIÈRE
LES BANQUIERS SONT INQUIETS POUR L'AVENIR

Les banquiers suisses sont inquiets pour l'avenir
ÉCONOMIE - 16/10/13

La menace plane sur la place financière suisse. Ce mercredi matin à Genève une étude démontrait les bons résultats de la place financière genevoise. Pour autant ces chiffres ne calment pas l'inquiétude des banquiers. A Luxembourg, la conseillère fédérale Evelyne Widmer Schlumpf est en train de négocier avec l'union européenne, le secret bancaire est menacé et les accords fiscaux font peur. On en parle avec le rédacteur en chef de l'Agefi, François Schaller.

PARTAGER LA VIDÉO COMMANDER EN DVD

<http://www.latele.ch/play?i=39230>

Interview de Nicolas Pictet

L'ACTU



EN DUPLIX DE GENEVE

LATELÉ **STÉPHANE GRABER**
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL GENEVA TRADING AND SHIPPING ASSOCIATION

PARTAGER LA VIDÉO COMMANDER EN DVD

GE: le rôle du négoce sur la place financière
ÉCONOMIE - 16/10/13

Le négoce de matières premières est l'objet de nombreuses confusions. Stéphane Graber, représentant du secteur, nous éclaire sur le rôle joué par les 400 sociétés de négoce présentes dans l'arc lémanique.

<http://www.latele.ch/play?i=39206>

Interview de Stéphane Graber

Forum

Philippe Revaz, Laurent Caspary, Nadine Haltiner, Alexandra Cohen
et Romain Clivaz

du lundi au dimanche de 18h00 à 19h00

Mercredi 16 Octobre 2013

<http://www.rts.ch/la-1ere/programmes/forum/5277905-forum-16-10-2013.html?f=player/popup>

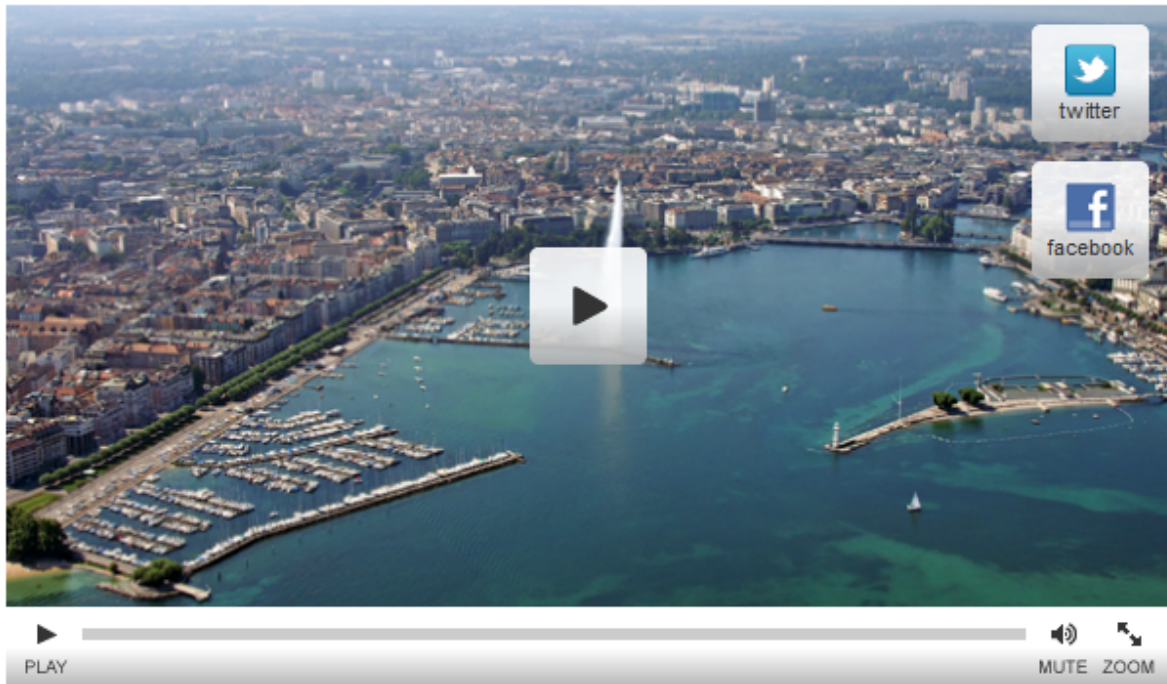
Interview de Bernard Droux

Crise budgétaire USA (début à 14' 03")

Non-collaboration avec données volées (début à 19' 38")

Accès au marché UE (début à 27' 45")

mercredi 16 octobre 2013 0 commentaire



Marché en demi-teinte pour Genève Place Financière

Les voyants sont au vert mais l'avenir est incertain pour les banques genevoises.

Source: Tristan Miquel

<http://www.onefm.ch/portail/Actualite/Article/marche-en-demi-teinte-pour-geneve-place-financiere/6068.html>



<http://www.rts.ch/la-1ere/programmes/le-journal-du-matin/5280619-le-journal-du-matin-17-10-2013.html?f=player/popup> (1' 09" 48")



« Les résultats des banques de gestion publiés au cours de cette année sont plutôt bons. Les fonds sous gestion ou administration sont en hausse et les bénéfices également ». Le premier commentaire fourni mercredi matin par Nicolas Pictet, le Vice Président du Conseil de Genève Place Financière, lors de la présentation des résultats de l'enquête de conjoncture annuelle menée par la fondation, avait apparemment de quoi rassurer. Le propos a cependant été vite nuancé dès la phrase suivante: « sans faire preuve d'un pessimisme exagéré, j'aimerais relever que ces chiffres masquent une réalité bien moins rose pour la place financière suisse ». Et d'avancer trois raisons: l'afflux net de fonds s'est surtout produit à l'étranger dans les filiales des banques et non en Suisse; la croissance des actifs tient tout à la conséquence de la hausse des marchés et des variations de change; les incertitudes qui perdurent quant au montant des amendes à régler au fisc américain, au règlement du passé avec quelques autres pays et à un réel accès au marché européen. C'est d'ailleurs sur ce dernier point que Nicolas Pictet a été le plus offensif. Pour lui, il est impératif que la Suisse trouve très vite un accord avec l'UE. D'abord parce qu'une bonne partie des affaires se fait avec les places de cette zone (notamment Londres et Luxembourg), ensuite parce qu'il en va de quelque 7'000 emplois directs et 15'000 indirects si l'accès au marché européen tarde. Un accès qui devrait s'accélérer aujourd'hui puisque la place financière a fait deux concessions majeures à l'UE en acceptant le principe de l'échange automatique et la reprise de l'acquis communautaire pertinent. Hors UE, la Suisse, toujours selon Nicolas Pictet, doit arrêter de vouloir s'imposer plus de règles qu'on ne lui en demande. Et de prôner la révision de Fatca pour revenir, comme à peu près tous les pays au modèle 1 ainsi que l'échange automatique « dès lors que tout le monde applique les mêmes règles ». En un mot, que la Suisse se garde « de toute initiative réglementaire, législative ou fiscale qui porte atteinte à notre capacité concurrentielle ». Le discours se veut donc offensif, preuve que Genève Place Financière souhaite désormais donner un accent plus politique et lobbyiste à son action. Pour y parvenir, Nicolas Pictet, succèdera au 1er janvier prochain à Bernard Droux et s'appuiera sur un nouveau directeur, Edouard Cuendet, Député au Grand Conseil et membre du Comité de l'UIPF qui remplacera à la même date l'actuel n°1 de la structure opérationnelle, Steve Bernard.

<http://www.banque-finance.ch/?p=2871>

Bernard Droux et les résultats de l'enquête de conjoncture de Genève Place Financière (16/10)



Pour Bernard Droux, Président du Conseil de Genève Place Financière, Associé-gérant de Lombard Odier & Cie, les résultats de l'enquête conjoncturelle 2013-2014 auprès des banques et des gérants indépendants de la place de Genève sont en demi-teinte: côté positif, la capacité d'adaptation des uns, côté négatif la fragilité de certaines petites structures. Pour analyser en détail les forces et faiblesses des différents intervenants telles qu'elles sont ressenties par eux, télécharger l'enquête [ici](#).



Podcast: Lire dans une autre fenêtre | Télécharger (click droit)

<http://www.banque-finance.ch/?p=2842>

Nicolas Pictet, l'UE, l'échange automatique et le secret bancaire (16/10)



Pour Nicolas Pictet, Vice-Président du Conseil de Genève Place Financière (il sera nommé Président le 1er janvier prochain), Associé-gérant de Pictet & Cie, la place genevoise est ouverte aux négociations avec l'Union Européenne. Et si l'échange automatique devient une norme, il ne faut pas pour autant penser que tout le savoir-faire des banquiers suisses part en fumée. Pour lui, ne confondons pas secret fiscal et secret bancaire.



Podcast: Lire dans une autre fenêtre | Télécharger (click droit)

<http://www.banque-finance.ch/?p=2831>

Nicolas Pictet nommé président de la FGPF

Publié le vendredi 18 octobre 2013 11:20 Par la rédaction



0



0



Share



Tweeter

0



Share



En tant qu'associé-gérant de Pictet & Cie, le nouveau président est responsable du département juridique, de la compliance, des ressources humaines, des questions fiscales, de la gestion des risques et des filiales de la banque privée genevoise en Asie et en Italie.

Nicolas Pictet occupait le poste de vice-président de la Fondation Genève Place financière (FGPF) depuis 2010; il est aussi membre du Comité du Conseil de l'Association suisse des banquiers, et Président de l'Association des Banquiers Privés Suisses. Il est engagé depuis plusieurs années sur les dossiers politiques de

la place financière suisse et porte une attention particulière au développement de la Genève financière. Il succèdera à Bernard Droux, associé-gérant de Lombard Odier & Cie, actuel président de la FGPF depuis 2010, au 1er janvier 2014.

<http://www.business-leader.ch/actualites/2638-nicolas-pictet-nomm%E9-pr%E9sident-de-la-fgpf>